Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 22 janvier 2016

n° 19054

Le Premier ministre Dacian Cioloș à Paris : je suis optimiste sur l'adhésion de la Roumanie à Schengen.
Le Premier ministre invite les investisseurs français en Roumanie.
Crise des migrants : la Roumanie en attente d'accueillir les premiers réfugiés.

Visite officielle du Premier ministre Dacian Cioloș en France. La presse s'intéresse toujours à la visite de deux jours effectuée à Paris par le chef du Gouvernement roumain. « *La Roumanie et la France peuvent faire plus de choses ensemble sur le plan des relations bilatérales, de l'économie et des investissements, de la culture, du développement local, des politiques européennes. J'ai discuté de ces aspects avec le Président François Hollande, avec le Premier ministre Manuel Valls, avec les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale de France, mais aussi avec les étudiants de Sciences Po et la diaspora* », a écrit Dacian Cioloș sur *sa page Facebook*. Un communiqué sur les conclusions de la visite a été publié sur *le site du Gouvernement*.

La presse remarque en premier lieu la tonalité optimiste du Premier ministre quant à une éventuelle entrée de la Roumanie dans l'espace Schengen avec les frontières aéroportuaires. Lors d'une réception à l'ambassade de Roumanie à Paris, le chef du Gouvernement a précisé qu'il y avait des prémisses pour l'adhésion. « *J'ai mis tous les arguments sur la table et je n'ai pas ressenti de contre-arguments substantiels par rapport à ce que j'ai dit jusqu'à présent. Je pense que notre message a été compris. Bien évidemment, cette décision, si elle est prise et quand elle est prise, sera prise dans un contexte plus large. Il ne s'agit pas uniquement de cette demande de la Roumanie, qui n'est pas nouvelle. Elle est déjà bien connue. Bien sûr, d'autres facteurs seront aussi pris en compte, à part le fait que la Roumanie a rempli ses engagements. (…) J'ai souligné le fait qu'accepter la Roumanie, au moins dans une première étape, comme on a déjà discuté, avec les frontières aéroportuaires, ne ferait que reconnaitre le fait que l'espace Schengen continue de susciter de l'intérêt et que nous sommes conscients du fait qu'il faut que des mesures soient prises afin que l'espace Schengen soit plus crédible surtout par la capacité d'assurer la protection des frontières européennes. Je pense que nous sommes de toute façon sur la bonne voie, d'autant plus que des signes apparaissent du fait que la Roumanie a fait des progrès dans un domaine où elle avait pris certaines engagements (…) Ces progrès n'ont pas été fait durant le mandat de l'actuel gouvernement, mais ils ne sont valorisés que maintenant* » (*Agerpres*). « *Les aéroports roumains entreront dans Schengen en 2016 ?* » s'interroge *Ziare.com*, citant ces déclarations du Premier ministre.

Evenimentul Zilei publie une nouvelle correspondance de Paris, signée Marcela Feraru, qui se concentre en particulier sur les déclarations du Premier ministre devant la communauté roumaine en France. Dacian Cioloș a affirmé que son Gouvernement serait jugé en fonction de la manière dont seront organisées les élections en 2016, étant notamment chargé de mettre en œuvre la procédure de vote par correspondance pour les Roumains vivant à l'étranger.

« *Les conclusions de la visite de Dacian Cioloș à Paris : François Hollande vient à Bucarest. L'adhésion à l'espace Schengen reste incertaine* » (*Adevărul*).

Pour sa part, *Ziarul Financiar* déplore le fait qu'à nouveau aucun homme d'affaires roumain n'a accompagné le Premier ministre dans un déplacement à l'étranger. Le Premier ministre a rencontré à Paris Jean Burelle, président du Medef (premier réseau des entreprises

françaises) et des hommes d'affaires, sans être accompagné d'hommes d'affaires roumains. Le quotidien remarque que l'appel du Premier ministre aux investisseurs français a eu lieu devant les dirigeants d'entreprises comme Renault, Carrefour, BRD, Groupama et Thales, qui dominent déjà le marché local.

La visite a également bénéficié d'une couverture dans la presse française. Dans une interview à *L'Express*, Dacian Cioloș a appelé les PME françaises à venir s'installer en Roumanie, en faisant notamment valoir de « belles opportunités » dans les secteurs de l'énergie et de l'agro-alimentaire. Dans une autre interview pour *Le Figaro*, le Premier ministre a insisté sur la capacité de la Roumanie d'assurer un contrôle efficace des frontières de l'Union européenne, estimant que la Roumanie remplissait tous les critères requis pour entrer dans l'espace Schengen. Par ailleurs, le chef du Gouvernement a également accordé une interview à *France 24 et Radio France Internationale*, avertissant que l'Europe était en grave difficulté sur la question migratoire. Il a rejeté toutefois l'idée de quotas contraignants de réfugiés. Dacian Ciolos a par ailleurs fait remarquer que l'élargissement de l'Union européenne avait été fait sans rapprochement de points de vue et des traditions, sans pourtant être un échec. Il a également déclaré que les priorités de son gouvernement étaient la poursuite des efforts anticorruption et la réforme de l'administration trop politisée (*Agerpres*, *RFI Roumanie*).

République de Moldavie. La situation politique en République de Moldavie continue d'intéresser les médias. Le Président et le Premier ministre roumains ont rappelé l'importance de l'orientation européenne de la Moldavie, en considérant l'investiture du gouvernement pro-européen de Pavel Filip comme "un pas important pour renforcer la stabilité politique du pays ". La Roumanie réaffirme son soutien "pour la mise en œuvre de l'agenda européen et de l'agenda de réformes". Leonard Orban, conseiller présidentiel, a déclaré sur *RFI Roumanie* que la situation était très tendue. « D'une part, c'est bien que l'actuel Gouvernement a été investi. D'autre part, si l'instabilité persiste, la crise politique s'aggravera. Nous estimons que l'instabilité politique doit cesser au plus vite ». Selon le conseiller présidentiel, les élections anticipées ne représentent pas une solution et ne feraient que prolonger la période d'incertitude. « Il ne s'agit pas d'une crise politique uniquement, il s'agit tout d'abord d'une crise économique, sociale, avec des implications très importantes pour la population ».

Crise des migrants. Leonard Orban, conseiller présidentiel, a déclaré sur *RFI Roumanie* que le mécanisme de répartition des migrants entre les Etats-membres de l'Union européenne ne fonctionnait pas. La Roumanie a proposé aux autorités d'Italie et de Grèce d'accueillir 300 migrants dans une première étape. En réponse, les autorités de deux pays ont proposé à la Roumanie de recevoir 30 personnes, le transfert n'étant cependant pas finalisé. Par conséquent, le moment où les premiers réfugiés arriveront en Roumanie reste incertain.

Schengen. La presse roumaine reprend des informations de la presse internationale selon lesquelles la Commission européenne pourrait proposer la suspension du traité sur l'espace Schengen, en raison de la crise des réfugiés. Selon *Adevărul*, les Etats pourraient réintroduire les contrôles aux frontières pendant une durée maximale de deux ans en cas de menaces graves et persistantes pensant sur les frontières externes de l'espace Schengen. Leonard Orban, conseiller présidentiel, avertit à son tour sur *RFI Roumanie* qu'une telle évolution est possible. « Il y a des plus en plus d'Etats-membres qui ont réintroduit les contrôles à leurs frontières internes à cause de la crise des réfugiés et, personnellement, je ne serais pas étonné si une telle décision était prise, surtout qu'elle est possible du point de vue de la législation européenne ».

Elections locales. L'autorité électorale permanente (AEP) a soumis au débat public six projets de décisions gouvernementales, dont l'un vise l'organisation des élections locales le 5 juin 2016. D'autres projets visent le calendrier des élections : finalisation des listes électorales avant 12 avril, dépôt de candidatures avant 26 avril, début de la campagne électorale le 7 mai et fin le 4 juin à 7h00 (*Agerpres*). *Adevarul* publie une interview d'Ana Maria Pătru, présidente d'AEP, qui évoque notamment le système informatique qui sera mis

en place aux élections de cette année et permettra le suivi des votants afin d'éviter le vote multiple. La présidente de l'AEP a rappelé qu'aux élections législatives de cette année des bureaux de vote seront créés à l'étranger pour un nombre minimal de 100 citoyens roumains.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Interview de Vladimir Cosma, compositeur : « Louis de Funès venait chez moi pour des répétitions » (*Adevărul Week-end*).

- Concert du pianiste français Ingmar Lazar à Bucarest dimanche 24 janvier, à l'occasion du 80ème anniversaire de l'Institut français (*RFI Roumanie*, *Agerpres*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie